

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Wirtschaft und der Verbraucher
K. PEETERSDer Minister der Justiz
K. GEENSDie Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit
M. DE BLOCKSERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/42255]

1^{er} MAI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 février 2019 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'EntreprisesVu la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, l'article 65, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 22 février 2019 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, donné le 8 avril 2022 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques, donné le 28 avril 2022 ;

Vu l'avis n° 26/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'avis 73.228/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 février 2019 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises est complété par les 9°, 10° et 11° rédigés comme suit :

« 9° réunion hybride : une réunion où une partie des participants est présente physiquement dans la même salle et où l'autre partie des participants prend part par le biais d'un moyen de communication électronique, permettant une délibération commune ;

10° réunion en distanciel : une réunion à laquelle les participants prennent part par le biais d'un moyen de communication électronique, permettant une délibération commune, sans qu'aucun participant ne prenne de cette manière physiquement part à la réunion depuis la même salle ;

11° réunion en présentiel : une réunion où les participants sont présents physiquement dans la même salle et prennent part de cette manière à la réunion. ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :« Art. 6. § 1^{er}. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au cours de la seconde moitié du mois d'avril sur convocation du Conseil.

Les membres de l'assemblée générale choisissent de participer à l'assemblée générale soit en présentiel, soit en distanciel par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par l'Institut.

Le président, le vice-président, les secrétaires du Conseil et les scrutateurs, qui assistent également à la réunion de l'assemblée générale, participent toutefois en présentiel à l'assemblée générale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/42255]

1 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2019 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren

Gelet op de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, artikel 65, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2019 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

Gelet op het advies van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, gegeven op 8 april 2022;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, gegeven op 28 april 2022;

Gelet op het advies nr. 26/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023;

Gelet op advies 73.228/1 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 2019 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren wordt aangevuld met de bepalingen onder 9°, 10° en 11°, luidende:

"9° hybride vergadering: een vergadering waarbij een deel van de deelnemers fysiek vanuit dezelfde ruimte deelnemen aan de vergadering en waarbij het andere deel van de deelnemers aan de vergadering deelnemen door middel van een elektronisch telecommunicatiemiddel dat een gezamenlijke beraadslaging toelaat;

10° vergadering op afstand: een vergadering waarbij de deelnemers aan de vergadering deelnemen door middel van een elektronisch telecommunicatiemiddel dat een gezamenlijke beraadslaging toelaat, zonder dat de deelnemers fysiek vanuit dezelfde ruimte op die manier deelnemen aan de vergadering;

11° fysieke vergadering: een vergadering waarbij de deelnemers aan de vergadering fysiek aanwezig zijn in dezelfde ruimte en op die manier deelnemen aan de vergadering."

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 6. § 1. De gewone algemene vergadering komt jaarlijks bijeen in de loop van de tweede helft van de maand april na bijeenroeping door de Raad.

De leden van de algemene vergadering kiezen om deel te nemen aan de algemene vergadering hetzij fysiek, hetzij op afstand door middel van een door het Instituut ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretarissen van de Raad en de stemopnemers die eveneens deelnemen aan de algemene vergadering, zijn echter fysiek aanwezig op de algemene vergadering.

§ 2. Par dérogation à la tenue d'une réunion hybride visée au paragraphe 1^{er}, le Conseil peut décider :

1° la tenue de l'assemblée générale exclusivement en présentiel, ou

2° la tenue de l'assemblée générale exclusivement en distanciel si un cas de force majeure empêche une participation en présentiel à l'assemblée générale, ou

3° sans préjudice de l'article 67, alinéa 1^{er}, de la loi, le report de l'assemblée générale. Dans le cas où ce report excède six mois, l'assemblée générale se tient exclusivement en distanciel.

§ 3. L'Institut contrôle, par le biais du moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité du réviseur d'entreprises qui participe à l'assemblée générale en distanciel.

Les secrétaires mettent en place un moyen de communication électronique qui doit permettre aux réviseurs d'entreprises qui participent à l'assemblée générale en distanciel de prendre connaissance, de manière directe et simultanée, des discussions au sein de l'assemblée générale.

Le moyen de communication électronique mis en place permet également aux réviseurs d'entreprises de participer aux délibérations, d'exercer leur droit de vote et de poser toutes les questions qu'ils jugent utiles.

Lorsque l'assemblée générale se tient de manière hybride ou en distanciel, les votes à distance qui ont lieu au scrutin secret sont organisés numériquement de manière à ce que l'authenticité des votes exprimés puisse être contrôlée et que l'anonymat du votant puisse être préservé.

Pour ce qui concerne le respect des conditions de quorum et de majorité, les réviseurs d'entreprises qui participent à l'assemblée générale en distanciel sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale.

§ 4. Le Conseil détermine les modalités de convocation et de mise à disposition des documents ainsi que la procédure de vote en ligne pour les réviseurs d'entreprises qui participent à l'assemblée générale en distanciel.

La convocation mentionne l'ordre du jour, le jour et l'heure de l'assemblée ainsi que le lieu et/ou une description des procédures relatives à la participation à l'assemblée générale en distanciel. Ces procédures sont rendues accessibles sur le site internet de l'Institut à ceux qui ont le droit de participer à l'assemblée générale.

Le procès-verbal de l'assemblée générale mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à l'assemblée générale ou au vote.

§ 5. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que les réunions en distanciel soient organisées d'une manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des membres de l'assemblée générale qui participent à la réunion en distanciel.

Dans le cadre des réunions organisées en distanciel, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

1° le nom, le prénom et les données de connexion des membres ;

2° l'adresse de courrier électronique professionnelle des membres.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de la tenue des réunions de l'assemblée générale, en vue de permettre aux membres de participer à ces réunions en distanciel.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les membres de l'assemblée générale qui participent en distanciel à une réunion de l'assemblée générale et d'assurer le bon déroulement de la réunion. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et sont conservées par l'Institut aussi longtemps que la personne concernée est membre de l'assemblée générale et susceptible d'être convoquée. ».

Art. 3. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Le Conseil se réunit, sur convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins huit fois par an. La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents nécessaires. Sauf en cas d'urgence, elle est adressée huit jours calendrier au moins avant la réunion, le cas échéant de façon électronique.

§ 2. In afwijking van het houden van een hybride vergadering bedoeld in paragraaf 1, kan de Raad beslissen tot:

1° het houden van de algemene vergadering uitsluitend in fysieke aanwezigheid, of

2° het houden van de algemene vergadering uitsluitend op afstand in geval van overmacht die een fysieke deelname aan de algemene vergadering verhindert, of

3° onverminderd artikel 67, eerste lid, van de wet, het uitstel van de algemene vergadering. In het geval dat dit uitstel meer dan zes maanden bedraagt, wordt de algemene vergadering uitsluitend op afstand gehouden.

§ 3. Het Instituut controleert de hoedanigheid en de identiteit van de bedrijfsrevisor die deelneemt aan de algemene vergadering op afstand aan de hand van het gebruikte elektronisch communicatiemiddel.

De secretarissen stellen een elektronisch communicatiemiddel ter beschikking dat de bedrijfsrevisoren die deelnemen aan de algemene vergadering op afstand moet toelaten om rechtstreeks en gelijktijdig kennis te nemen van de besprekingen tijdens de algemene vergadering.

Het ter beschikking gestelde elektronisch communicatiemiddel laat bovendien de bedrijfsrevisoren toe om deel te nemen aan de beraadslagingen, hun stemrecht uit te oefenen en alle vragen te stellen die zij nuttig achten.

Wanneer de algemene vergadering op hybride wijze of op afstand wordt gehouden, worden de stemmingen op afstand die gehouden worden met geheimhouding van stemmen digitaal zo georganiseerd dat de authenticiteit van de uitgebrachte stemmen kan worden gecontroleerd en de anonimiteit van de stemmer gewaarborgd blijft.

Voor wat betreft de naleving van de quorum- en meerderheidsvoorwaarden, worden de bedrijfsrevisoren die op afstand aan de algemene vergadering deelnemen geacht aanwezig te zijn op de plaats waar de algemene vergadering wordt gehouden.

§ 4. De Raad bepaalt de modaliteiten van oproeping en terbeschikkingstelling van de documenten, alsook de online stemprocedure voor de bedrijfsrevisoren die aan de algemene vergadering op afstand deelnemen.

De oproeping vermeldt de agenda, de dag en het uur van de vergadering, alsook de plaats en/of een beschrijving van de procedures met betrekking tot de deelname aan de algemene vergadering op afstand. Die procedures worden voor diegene die het recht heeft aan de algemene vergadering deel te nemen toegankelijk gemaakt op de website van het Instituut.

De notulen van de algemene vergadering vermelden de eventuele technische problemen en incidenten die de deelname langs elektronische weg aan de algemene vergadering of aan de stemming hebben belet of verstoord.

§ 5. Het Instituut als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat de vergaderingen op afstand worden georganiseerd op een manier dat de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de leden van de algemene vergadering die deelnemen aan de vergaderingen op afstand, wordt gegarandeerd.

In het kader van vergaderingen georganiseerd op afstand verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° de naam, de voornaam en de inloggegevens van de leden;

2° het professioneel e-mailadres van de leden.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van het houden van vergaderingen van de algemene vergadering met het oog op het kunnen deelnemen van de leden aan deze vergaderingen op afstand.

Het doeleinde van de verwerking van de gegevens door het Instituut is het identificeren van de leden van de algemene vergadering die aan een algemene vergadering op afstand deelnemen en het correcte verloop van de vergadering te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden bewaard door het Instituut zolang de betrokkene lid is van de algemene vergadering en kan worden uitgenodigd.".

Art. 3. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 16. § 1. De Raad komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter, telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste achtmaal per jaar. De oproeping vermeldt de agenda en is vergezeld van de vereiste documenten. Behoudens hoogdringendheid wordt de oproeping ten minste acht kalenderdagen vóór de vergadering verzonden, in voorkomend geval elektronisch.

Les membres du Conseil choisissent de participer à la réunion du Conseil soit en présentiel, soit en distanciel par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par l'Institut.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la réunion du Conseil se tient exclusivement en présentiel dans les cas suivants :

1° à la demande du président et/ou du vice-président du Conseil ;

2° à la demande d'une majorité des membres du Conseil. Cette demande est introduite auprès du président et/ou du vice-président du Conseil et ne doit pas être motivée.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas d'urgence, le président du Conseil peut convoquer le Conseil à une réunion se tenant exclusivement en distanciel.

Dans ce cas, la convocation est adressée vingt-quatre heures au moins avant la réunion, le cas échéant de façon électronique.

La procédure décisionnelle mise en œuvre conformément au présent paragraphe ne peut en aucun cas concerner l'arrêt des comptes annuels de l'Institut.

§ 4. Le moyen de communication électronique qui est mis en place permet aux membres qui participent à la réunion du Conseil en distanciel de prendre connaissance, de manière directe et simultanée, des discussions au sein du Conseil, de participer aux délibérations, d'exercer leur droit de vote et de poser toutes les questions qu'ils jugent utiles.

Le procès-verbal de la réunion du Conseil mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à cette réunion ou au vote.

§ 5. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que les réunions en distanciel soient organisées d'une manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des membres du Conseil qui participent à la réunion en distanciel.

Dans le cadre des réunions organisées en distanciel, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

1° le nom, le prénom et les données de connexion des membres ;

2° l'adresse de courrier électronique professionnelle des membres.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de la tenue des réunions du Conseil, en vue de permettre aux membres de participer à ces réunions en distanciel.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les membres du Conseil qui participent en distanciel à une réunion du Conseil et d'assurer le bon déroulement de la réunion. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et sont conservées par l'Institut aussi longtemps que la personne concernée est membre du Conseil et susceptible d'être convoquée. ».

Art. 4. L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. § 1^{er}. Le Comité exécutif est constitué au moins du président et du vice-président de l'Institut.

Les membres du Comité exécutif choisissent de participer à la réunion du Comité exécutif soit en présentiel, soit en distanciel par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par l'Institut.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la réunion du Comité exécutif se tient exclusivement en présentiel à la demande du président et/ou du vice-président de l'Institut.

Chaque fois que le Conseil se réunit, le Comité exécutif ou le président fait rapport sur la gestion. Le procès-verbal du Comité exécutif est adressé aux membres du Conseil.

§ 3. Le moyen de communication électronique qui est mis en place permet aux membres qui participent à la réunion du Comité exécutif en distanciel de prendre connaissance, de manière directe et simultanée, des discussions au sein du Comité exécutif, de participer aux délibérations et de poser toutes les questions qu'ils jugent utiles.

Le procès-verbal de la réunion du Comité exécutif mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à cette réunion ou au vote.

De leden van de Raad kiezen om deel te nemen aan de vergadering van de Raad hetzij fysiek, hetzij op afstand door middel van een door het Instituut ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt de vergadering van de Raad uitsluitend fysiek gehouden in de volgende gevallen:

1° op verzoek van de voorzitter en/of de ondervoorzitter van de Raad;

2° op verzoek van een meerderheid van de leden van de Raad. Dit verzoek wordt bij de voorzitter en/of de ondervoorzitter van de Raad ingediend en dient niet gemotiveerd te zijn.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, kan bij hoogdringendheid de voorzitter van de Raad, een vergadering van de Raad bijeenroepen die uitsluitend op afstand plaatsvindt.

In dat geval wordt de uitnodiging ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering verzonden, in voorkomend geval elektronisch.

De krachtens deze paragraaf geïmplementeerde besluitvormingsprocedure mag in geen geval betrekking hebben op het vaststellen van de jaarrekening van het Instituut.

§ 4. Het ter beschikking gestelde elektronisch communicatiemiddel laat de leden, die op afstand deelnemen aan de vergadering van de Raad, toe om rechtstreeks en gelijktijdig kennis te nemen van de besprekingen tijdens de vergadering van de Raad, om deel te nemen aan de beraadslagingen, om hun stemrecht uit te oefenen en om alle vragen te stellen die zij nuttig achten.

De notulen van de vergadering van de Raad vermelden de eventuele technische problemen en incidenten die de deelname, langs elektronische weg, aan deze vergadering of aan de stemming hebben belet of verstoord.

§ 5. Het Instituut als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat de vergaderingen op afstand worden georganiseerd op een manier dat de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de leden van de Raad die deelnemen aan de vergaderingen op afstand, wordt gegarandeerd.

In het kader van vergaderingen georganiseerd op afstand verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° de naam, de voornaam en de inloggegevens van de leden;

2° het professioneel e-mailadres van de leden.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van het houden van vergaderingen van de Raad met het oog op het kunnen deelnemen van de leden aan deze vergaderingen op afstand.

Het doelende van de verwerking van de gegevens door het Instituut is het identificeren van de leden van de Raad die aan een vergadering van de Raad op afstand deelnemen en het correcte verloop van de vergadering te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden bewaard door het Instituut zolang de betrokkene lid is van de Raad en kan worden uitgenodigd.".

Art. 4. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 24. § 1. Het Uitvoerend Comité bestaat ten minste uit de voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut.

De leden van het Uitvoerend Comité kiezen om deel te nemen aan de vergadering van het Uitvoerend Comité hetzij fysiek, hetzij op afstand door middel van een door het Instituut ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de vergadering van het Uitvoerend Comité uitsluitend fysiek gehouden op verzoek van de voorzitter en/of ondervoorzitter van het Instituut.

Telkens wanneer de Raad vergadert, brengt het Uitvoerend Comité of de voorzitter verslag uit over het bestuur. De notulen van het Uitvoerend Comité worden aan de leden van de Raad overgemaakt.

§ 3. Het ter beschikking gestelde elektronische communicatiemiddel laat de leden, die op afstand deelnemen aan de vergadering van het Uitvoerend Comité, toe om rechtstreeks en gelijktijdig kennis te nemen van de besprekingen tijdens de vergadering van het Uitvoerend Comité, om deel te nemen aan de beraadslagingen en om alle vragen te stellen die zij nuttig achten.

De notulen van de vergadering van het Uitvoerend Comité vermelden de eventuele technische problemen en incidenten die de deelname, langs elektronische weg, aan deze vergadering of aan de stemming hebben belet of verstoord.

§ 4. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que les réunions en distanciel soient organisées d'une manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des membres du Comité exécutif qui participent à la réunion en distanciel.

Dans le cadre des réunions organisées en distanciel, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- 1° le nom, le prénom et les données de connexion des membres ;
- 2° l'adresse de courrier électronique professionnelle des membres.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de la tenue des réunions du Comité exécutif, en vue de permettre aux membres de participer à ces réunions en distanciel.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les membres du Comité exécutif qui participent en distanciel à une réunion du Comité exécutif et d'assurer le bon déroulement de la réunion. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et sont conservées par l'Institut aussi longtemps que la personne concernée est membre du Comité exécutif et susceptible d'être convoquée. ».

Art. 5. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

§ 4. Het Instituut als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat de vergaderingen op afstand worden georganiseerd op een manier dat de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de leden van het Uitvoerend Comité die deelnemen aan de vergaderingen op afstand, wordt gegarandeerd.

In het kader van vergaderingen georganiseerd op afstand verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

- 1° de naam, de voornaam en de inloggegevens van de leden;
- 2° het professioneel e-mailadres van de leden.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van het houden van vergaderingen van het Uitvoerend Comité met het oog op het kunnen deelnemen van de leden aan deze vergaderingen op afstand.

Het doeleinde van de verwerking van de gegevens door het Instituut is het identificeren van de leden van het Uitvoerend Comité die aan een vergadering van het Uitvoerend Comité op afstand deelnemen en het correcte verloop van de vergadering te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden bewaard door het Instituut zolang de betrokkene lid is van het Uitvoerend Comité en kan worden uitgenodigd.".

Art. 5. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel 1 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2023/42476]

23 MAI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables et l'indemnisation des titulaires d'une concession domaniale offshore en cas d'indisponibilité du Modular Offshore Grid

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 7, § 1^{er}, modifié par la loi-programme du 27 décembre 2021 ;

Vu la proposition 2463/2 du 24 novembre 2022 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 octobre 2022;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 novembre 2022 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 7 novembre 2022 exécutée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 72.695/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que, dans le cadre des discussions préalables à une notification à la Commission européenne, les services de la Commission européenne ont exprimé le point de vue qu'aucune notification n'était nécessaire ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Energie et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables et l'indemnisation

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2023/42476]

23 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen en de vergoeding van de houders van een offshore domeinconcessie in geval van onbeschikbaarheid van het Modular Offshore Grid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7, § 1, gewijzigd door de programmawet van 27 december 2021;

Gelet op het voorstel 2463/2 van 24 november 2022 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 28 oktober 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting d.d. 15 november 2022 ;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 7 november 2022 uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 72.695/3 van de Raad van State, gegeven op 3 januari 2023 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de diensten van de Europese Commissie in het kader van besprekingen voorafgaand aan een aanmelding bij de Europese Commissie, het standpunt hebben uiteengezet dat er geen aanmelding zoals bedoeld in artikel 108, lid 3 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie nodig was;

Op de voordracht van de Minister van Energie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen en de vergoeding van de houders van een offshore domeinconcessie in geval van